

No. 36278

**France
and
Poland**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland concerning mutual administrative assistance in customs matters. Paris, 29 January 1997

Entry into force: *1 October 1998 by notification, in accordance with article 14*

Authentic texts: *French and Polish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 23 November 1999*

**France
et
Pologne**

Convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne. Paris, 29 janvier 1997

Entrée en vigueur : *1er octobre 1998 par notification, conformément à l'article 14*

Textes authentiques : *français et polonais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 23 novembre 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIÈRE DOUANIÈRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne,

ci-après dénommés les Parties,

Considérant que les infractions à la législation douanière portent préjudice à leurs intérêts économiques, fiscaux, sociaux, culturels et commerciaux ;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer la bonne application des mesures de contrôle, de restriction ou de prohibition portant sur les flux de personnes, de marchandises ou de capitaux et l'exacte perception des droits de douane et taxes à l'importation et à l'exportation ;

Considérant que le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et des produits servant à leur fabrication constitue une menace grave pour la santé publique et la société ;

Convaincus que la lutte contre les infractions à la législation douanière sera rendue plus efficace par une étroite coopération entre leurs administrations douanières ;

Vu la Convention des Nations-Unies du 20 décembre 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;

Vu la recommandation du Conseil de Coopération Douanière sur l'assistance administrative mutuelle en date du 5 décembre 1953,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

"Législation douanière" : les dispositions législatives et réglementaires que les autorités douanières des deux Parties sont chargées de faire appliquer à l'importation, l'exportation ou au transit de marchandises, à la circulation de fonds provenant de délits douaniers ou d'infractions à la législation sur les substances psychotropes et les produits stupéfiants, que lesdites dispositions concernent les droits de douane ou tous autres droits ou taxes ou encore les mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle.

"Autorités douanières"

Pour la Partie française, la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;

Pour la Partie polonaise, le Président de l'Office Central des Douanes et les services qui lui sont rattachés.

"Infraction douanière" : toute violation de la législation douanière ou toute tentative de violation de cette législation.

"Personne" : toute personne physique ou morale.

"Produits stupéfiants et substances psychotropes" : produits définis comme tels par la Convention des Nations-Unies du 20 décembre 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et son annexe.

Article 2

1. Les autorités douanières des deux Parties conviennent de se prêter mutuellement assistance dans les conditions fixées par la présente Convention, en vue de prévenir, rechercher et poursuivre les infractions à leurs législations douanières respectives.

2. L'assistance prévue au paragraphe précédent ne vise pas le recouvrement des droits de douane, impôts, taxes, amendes et autres sommes pour le compte de l'autre Partie.

3. Sur demande de l'autorité douanière de l'une des Parties, l'autorité douanière de l'autre Partie notifie aux personnes intéressées résidant ou établies sur son territoire tous avis, décisions et autres documents émanant de la Partie requérante et concernant l'application de la législation douanière de cette dernière.

4. L'assistance fournie sur le fondement de la présente Convention s'effectue selon la législation douanière de la Partie requise et dans les limites de la compétence de l'autorité douanière de cette Partie.

Article 3

1. Les autorités douanières des deux Parties se communiquent, spontanément et sans délai, tous renseignements dont elles disposent concernant :

a) Les opérations irrégulières constatées ou projetées et présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard de leurs législations douanières ;

b) Les nouveaux moyens ou méthodes de fraude ;

c) Les catégories de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux ;

d) Les personnes dont on peut penser qu'elles commettent ou peuvent commettre des infractions douanières ;

e) Les navires, aéronefs ou autres moyens de transport suspectés d'être utilisés pour commettre des infractions douanières ;

f) Les nouvelles techniques de lutte contre les infractions à la législation douanière ayant démontré leur efficacité.

2. Les autorités douanières des deux Parties se communiquent, sur demande écrite et aussi rapidement que possible, tous renseignements :

a) Extraits de documents de douane concernant les échanges de marchandises entre les deux Etats, faisant ou pouvant faire l'objet d'un trafic frauduleux au regard de la législation

douanière de la Partie requérante, éventuellement sous forme de copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents ;

b) Pouvant servir à déceler des infractions à la législation douanière de la Partie requérante.

Ces demandes écrites doivent comporter les indications suivantes :

Le nom de l'autorité requérante,

La nature de la procédure en cours,

L'objet et les motifs de la demande,

Les noms et adresses (identités dans le cas de personnes physiques) des personnes impliquées,

Un exposé sommaire de l'affaire ainsi que les éléments juridiques y afférents.

Article 4

Sur demande de l'autorité douanière de l'une des Parties, l'autorité douanière de l'autre Partie exerce, conformément à ses pratiques administratives, une surveillance spéciale sur :

a) Les déplacements, et plus particulièrement sur l'entrée et la sortie de son territoire, des personnes soupçonnées ou connues par la Partie requérante comme s'adonnant habituellement à des activités contraires à la législation douanière ;

b) Les mouvements suspects de marchandises signalés par la Partie requérante comme faisant l'objet à destination de son territoire d'un important trafic en infraction à sa législation douanière ;

c) Les lieux où sont entreposées des marchandises dont la Partie requérante a des raisons de penser qu'elles sont destinées à être importées illégalement sur son territoire ;

d) Les véhicules, embarcations, aéronefs ou autres moyens de transport, dont la Partie requérante a des raisons de penser qu'ils peuvent être utilisés pour commettre des infractions à la législation douanière sur son territoire ;

e) Le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Article 5

En vue de faciliter la poursuite des infractions à la législation douanière de leur Etat respectif, chaque autorité douanière procède, dans les limites de sa compétence et à la requête de l'autre autorité, à des enquêtes ou à des recherches, interroge les personnes suspectes, entend les témoins. Elle communique les résultats de ces investigations à l'autorité requérante.

Article 6

1. Les autorités douanières des deux Parties prennent des dispositions pour que les agents de leurs services chargés de prévenir, de rechercher ou de poursuivre les infractions douanières soient en relations directes en vue d'échanger des renseignements.

2. La liste des agents désignés à cet effet est notifiée à l'autorité douanière de l'autre Partie.

Article 7

1. Les autorités douanières des deux Parties peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages, qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements et documents recueillis dans les conditions prévues par la présente Convention.

2. L'étendue de la force probante attribuée à ces renseignements et documents est déterminée par référence au droit national appliqué par la Partie requérante.

Article 8

1. Sur demande d'un tribunal ou d'une autorité de l'une des Parties saisis d'infractions à la législation douanière, l'autorité douanière de l'autre Partie peut autoriser ses agents à comparaître en qualité de témoins ou d'experts devant ledit tribunal ou autorité.

2. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

3. Ces agents déposent, dans le cadre des limites fixées par l'autorité dont ils dépendent, sur les constatations faites par eux-mêmes dans le cadre de leurs fonctions

Article 9

Chacune des Parties renonce à toute réclamation tendant à obtenir remboursement par l'autre Partie des frais résultant de l'application de la présente Convention à l'exception des dépenses engagées au titre de l'article 8.

Article 10

1. Les autorités douanières des deux Parties ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où celle-ci est de nature à porter atteinte à l'ordre et à la sécurité publics ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat ou implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel tel que défini par leur droit interne.

2. Lorsque l'autorité douanière d'une Partie qui formule une demande d'assistance n'est pas en mesure de satisfaire une demande de même nature qui serait présentée par l'autorité douanière de l'autre Partie, elle signale le fait dans l'exposé de sa demande. Dans un tel cas, l'autorité requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.

3. Tout refus d'assistance doit être motivé.

Article 11

1. Les informations obtenues en application de la présente Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues par celle-ci que si l'autorité douanière qui les a fournies y a consenti expressément.

2. Les renseignements, communications et documents dont l'autorité douanière d'une Partie dispose en application de la présente Convention bénéficient de la même protection en termes de confidentialité que celle accordée par la législation interne de cette Partie aux informations d'origine nationale de même nature.

Article 12

Le champ d'application de la présente Convention s'étend au territoire douanier des deux Parties tel que défini par leur législation respective.

Article 13

1. Les modalités d'application de la présente Convention sont fixées de concert par les autorités douanières des deux Parties.

2. Il est créé une Commission mixte composée des représentants des autorités douanières des deux Parties, chargée d'examiner les problèmes posés par l'application de la présente Convention. La Commission mixte se réunit en tant que de besoin, alternativement sur le territoire de chaque Etat.

3. Les différends constatés au sein de la Commission mixte et restés sans solution sont réglés par la voie diplomatique.

Article 14

1. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de cette Convention, laquelle prend effet le premier jour du troisième mois suivant la date de réception de la dernière notification.

2. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chacune des deux Parties contractantes peut la dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prend effet trois mois après la date de cette notification.

Fait à Paris, le 29 janvier 1997, en double exemplaire en langues française et polonaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

YVES GALLAND

Pour le Gouvernement de la République de Pologne :

WIESLAW KACZMAREK

U M O W A
MIĘDZY
RZĄDEM REPUBLIKI FRANCUSKIEJ
A
RZĄDEM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ
O WZAJEMNEJ POMOCY ADMINISTRACYJNEJ
W SPRAWACH CELNYCH

RZĄD REPUBLIKI FRANCUSKIEJ I RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ,
zwane dalej Stronami,

Uważając, że naruszanie przepisów celnych jest szkodliwe dla interesów gospodarczych, podatkowych, społecznych, kulturalnych i handlowych,

Biorąc pod uwagę znaczenie zapewnienia prawidłowego stosowania środków kontroli, ograniczeń i zakazów, dotyczących przepływu osób, towarów i kapitałów oraz dokładnego pobierania ceł i innych opłat przywozowych i wywozowych,

Uważając, że nielegalny obrót środkami odurzającymi, substancjami psychotropowymi i produktami służącymi do ich wyrobu stanowi poważne zagrożenie dla zdrowia publicznego i dla społeczeństwa,

Przekonane, że przeciwdziałanie naruszeniom przepisów celnych będzie bardziej skuteczne dzięki ścisłej współpracy obu administracji celnych,

Mając na uwadze Konwencję Narodów Zjednoczonych o zwalczaniu nielegalnego obrotu środkami odurzającymi i substancjami psychotropowymi z dnia 20 grudnia 1988 roku,

Mając na uwadze zalecenie Rady Współpracy Celnej dotyczące wzajemnej pomocy administracyjnej z dnia 5 grudnia 1953 roku,

Uzgodniły, co następuje:

ARTYKUŁ 1

Dla celów niniejszej Umowy stosuje się następujące terminy:

"Przepisy celne" - przepisy i regulacje prawne, które organy celne obydwu Stron zobowiązane są stosować w odniesieniu do przywozu, wywozu i tranzytu towarów, obrotu kapitałami, pochodzącymi z przestępstw celnych i naruszeń przepisów dotyczących środków odurzających i substancji psychotropowych, a także ceł i wszelkich innych opłat oraz środków zakazu, ograniczeń i kontroli.

"Organy celne" - dla Strony francuskiej - Dyrekcja Generalna Cel i Podatków Pośrednich, dla Strony polskiej - Prezes Głównego Urzędu Cel i podległe mu służby.

"Naruszenie przepisów celnych" - każde naruszenie przepisów celnych lub usiłowanie naruszenia tych przepisów.

"Osoba" - każda osoba fizyczna lub prawna.

„Środki odurzające i substancje psychotropowe” - produkty określone w Konwencji Narodów Zjednoczonych z dnia 20 grudnia 1988 roku o zwalczaniu nielegalnego obrotu środkami odurzającymi i substancjami psychotropowymi i w jej załączniku.

ARTYKUŁ 2

1. Organy celne obydwu Stron udzielać sobie będą wzajemnej pomocy, zgodnie z postanowieniami niniejszej Umowy, w celu zapobiegania, prowadzenia dochodzeń i zwalczania naruszeń ich przepisów celnych.
2. Pomoc, o której mowa w poprzednim ustępie, nie dotyczy poboru ceł, podatków, grzywien i innych opłat na rzecz drugiej Strony.
3. Na wniosek organów celnych jednej Strony, organy celne drugiej Strony będą przekazywać zainteresowanym osobom, zamieszkałym lub mającym swoją siedzibę na jej terytorium, wszystkie opinie, decyzje i inne dokumenty wydawane przez Stronę występującą z wnioskiem, dotyczące stosowania jej przepisów celnych.
4. Pomoc, w ramach niniejszej Umowy, udzielana będzie zgodnie z przepisami celnymi Strony proszonej o pomoc i zgodnie z uprawnieniami organów celnych tej Strony.

ARTYKUŁ 3

1. Organy celne obydwu Stron będą dostarczać sobie wzajemnie, z własnej inicjatywy i bezzwłocznie, wszystkie dostępne informacje, dotyczące:
 - a) ujawnionych lub planowanych działań naruszających lub mogących naruszać przepisy celne;
 - b) nowych środków i metod stosowanych w przemyśle;
 - c) towarów będących przedmiotem przemytu;
 - d) osób, co do których istnieją powody by sądzić, że naruszyły lub mogą naruszyć przepisy celne;
 - e) statków pływających i powietrznych oraz innych środków transportu, wobec których istnieją podejrzenia, że są wykorzystywane do naruszania przepisów celnych;
 - f) nowych skutecznych technik zwalczania naruszania przepisów celnych.

2. Organy celne obydwu Stron będą dostarczać sobie wzajemnie, na wniosek i tak szybko jak to możliwe, wszelkie informacje:

a) pochodzące z dokumentów celnych, dotyczące wymiany towarowej między obydwoma Państwami, która ma lub może mieć charakter nielegalnego obrotu towarowego w rozumieniu przepisów celnych Strony występującej z wnioskiem. Mogą być one przekazane również w formie odpowiednio poświadczonych i uwierzytelnionych kopii tych dokumentów;

b) mogące służyć do ujawnienia naruszeń przepisów celnych Strony występującej z wnioskiem.

Wyżej wymienione pisemne wnioski powinny zawierać następujące dane:

- nazwę organu występującego z wnioskiem,
- charakter toczącego się postępowania,
- przedmiot i przyczynę wniosku,
- nazwy i adresy (dane personalne w przypadku osób fizycznych) osób związanych ze sprawą,
- krótki opis sprawy, jak również kwestie prawne z nią związane.

ARTYKUŁ 4

Na wniosek organów celnych jednej ze Stron, organy celne drugiej Strony będą sprawować, zgodnie ze swoją praktyką administracyjną, szczególny nadzór nad:

a) osobami wjeżdżającymi lub wyjeżdżającymi z ich terytorium, podejrzаныmi lub znanymi przez Stronę występującą z wnioskiem jako prowadzące działalność sprzeczną z przepisami celnymi;

b) podejrzаныmi ruchami towarów, jeśli Strona występująca z wnioskiem powiadomi o fakcie, że miejscem przeznaczenia tych towarów jest jej terytorium, a znaczący obrót nimi odbywa się z naruszeniem przepisów celnych;

c) miejscami, gdzie są składowane towary, co do których Strona występująca z wnioskiem ma powody aby sądzić, że mają one być nielegalnie wwiezione na jej terytorium;

d) pojazdami, statkami pływającymi i powietrznymi oraz innymi środkami transportu wobec których Strona występująca z wnioskiem o pomoc ma powody, by sądzić, że mogą być użyte na jej terytorium do naruszania przepisów celnych.

e/ nielegalnym obrotem środkami odurzającymi i substancjami psychotropowymi.

ARTYKUŁ 5

Mając na celu skuteczniejsze zwalczanie naruszeń przepisów celnych swoich Państw, organy celne, na wniosek, będą wszczynać, w ramach swoich uprawnień, postępowania karne i dochodzenia, przesłuchiwać podejrzane osoby i świadków. Będą one przekazywać informacje o wynikach tych dochodzeń organom celnym, które wystąpiły z wnioskiem.

ARTYKUŁ 6

1. Organy celne obydwu Stron będą wydawać dyspozycje przedstawicielom swoich służb, zajmującym się zapobieganiem, prowadzeniem dochodzeń i zwalczaniem naruszeń przepisów celnych, do utrzymywania osobistych i bezpośrednich kontaktów w celu wymiany informacji.
2. Lista przedstawicieli wyznaczonych do tych działań będzie przekazana do wiadomości organom celnym drugiej Strony.

ARTYKUŁ 7

1. Organy celne obydwu Stron mogą wykorzystać jako dowody w swoich protokołach, raportach, zeznaniach, w postępowaniu administracyjnym, sądowym, informacje i dokumenty otrzymane zgodnie z niniejszą Umową.
2. Wartość dowodową tych informacji określa prawo wewnętrzne Strony, która wystąpiła z wnioskiem.

ARTYKUŁ 8

1. Na wniosek sądu lub władz jednej ze Stron, w której naruszono przepisy celne, organy celne drugiej Strony mogą upoważnić swoich przedstawicieli do występowania w charakterze świadków lub ekspertów przed sądem lub władzami.
2. Wniosek musi wskazywać w szczególności w jakiej sprawie i w jakim charakterze przedstawiciel będzie występować.
3. Przedstawiciele będą zeznawać, w ramach udzielonego przez organy zwierzchnie pełnomocnictwa, na temat faktów stwierdzonych przez nich w czasie pełnienia obowiązków.

ARTYKUŁ 9

Każda ze Stron zrzeknie się wszelkich roszczeń o zwrot kosztów przez drugą Stronę, poniesionych przy wykonywaniu niniejszej Umowy, z wyjątkiem wydatków poniesionych z tytułu stosowania Artykułu 8.

ARTYKUŁ 10

1. Organy celne obydwu Stron mogą odmówić udzielenia pomocy, przewidzianej niniejszą Umową, w przypadku, gdy pomoc ta może spowodować naruszenie porządku i bezpieczeństwa publicznego, innego istotnego interesu ich Państw lub spowoduje naruszenie tajemnicy przemysłowej, handlowej lub służbowej określonej ustawodawstwem wewnętrznym.

2. Jeżeli organy celne jednej Strony występują o pomoc, której same nie mogłyby udzielić, gdyby zwróciły się o nią organy celne drugiej Strony, zwrócą one uwagę na ten fakt w swoim wniosku. W takim przypadku spełnienie prośby będzie zależało wyłącznie od uznania organów celnych, do których zwrócono się z wnioskiem.

3. Każda odmowa udzielenia pomocy musi być uzasadniona.

ARTYKUŁ 11

1. Informacje, otrzymane w ramach niniejszej Umowy, mogą być wykorzystane do innych celów, niż określone w Umowie, jedynie w przypadku gdy organy celne, które ich udzieliły wyrażą na to zgodę.

2. Informacje, komunikaty i dokumenty będące w dyspozycji organów celnych jednej ze Stron, uzyskane w ramach niniejszej Umowy, korzystają z takiej samej ochrony poufności jaką ustawodawstwo wewnętrzne tej Strony przyznaje informacjom tego samego rodzaju pochodzenia krajowego.

ARTYKUŁ 12

Zakres terytorialny obowiązywania niniejszej Umowy obejmuje obszar celny obydwu Stron, określony w ich ustawodawstwach.

ARTYKUŁ 13

1. Zasady stosowania niniejszej Umowy będą wspólnie uzgadniane przez organy celne obydwu Stron.

2. Utworzona będzie komisja mieszana, składająca się z przedstawicieli organów celnych obydwu Stron, której zadaniem jest rozpatrywanie problemów występujących w wyniku stosowania niniejszej Umowy.

Komisja mieszana będzie zbierała się w miarę potrzeb, na przemian na terytorium jednego i drugiego Państwa.

3. Kwestie sporne, stwierdzone przez komisję mieszaną i pozostające bez rozwiązania, regulowane będą drogą dyplomatyczną.

ARTYKUŁ 14

1. Strony powiadamiają się wzajemnie o spełnieniu wymogów ich prawa wewnętrznego, niezbędnych do wejścia w życie niniejszej Umowy, która wchodzi w życie pierwszego dnia trzeciego miesiąca od dnia przyjęcia noty późniejszej.

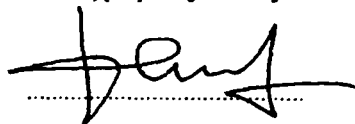
2. Umowa niniejsza zawarta jest na czas nieokreślony. Każda ze Stron może ją wypowiedzieć w formie notyfikacji w drodze dyplomatycznej. Wypowiedzenie nabiera mocy po upływie trzech miesięcy od dnia notyfikacji.

Sporządzono w Paryżu dnia 29 stycznia 1997 w dwóch egzemplarzach, każdy w językach francuskim i polskim, przy czym obydwa teksty mają jednakową moc obowiązującą.

Z upoważnienia Rządu
Republiki Francuskiej



Z upoważnienia Rządu
Rzeczypospolitej Polskiej



[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE IN CUSTOMS MATTERS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Poland,

hereinafter referred to as "the Parties",

Considering that violations of customs legislation are prejudicial to their economic, fiscal, social, cultural and commercial interests;

Considering that it is vital to ensure the strict enforcement of control, restriction and prohibition measures applicable to the movement of people, merchandise or capital and the rigorous collection of customs duties and export and import taxes;

Considering that illicit traffic in narcotic drugs, psychotropic substances and products used in their manufacture constitutes a serious threat to public health and society;

Convinced that efforts to control violations of customs legislation can be made more effective by close cooperation between their customs administrations;

Having regard to the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988;

Having regard to the recommendation of the Customs Cooperation Council regarding Mutual Administrative Assistance of 5 December 1953;

Have agreed as follows:

Article I

For the purposes of this Convention:

"Customs legislation" shall mean the laws and regulations which the customs authorities of the two Parties are responsible for applying to the import, export or transit of merchandise and to the circulation of capital derived from customs offences or violations of the legislation on psychotropic substances and narcotic drugs, whether the said laws and regulations pertain to customs duties or to any other duty or tax or other prohibition, restriction or control measure.

"Customs authority" shall mean:

For the French Republic: the Directorate General of Customs and Indirect Duties (Direction Générale des Douanes et Droits Indirects);

For the Republic of Poland: The President of the Central Office of Customs and the services attached thereto.

"Customs offence" shall mean any violation of customs legislation or any attempt to violate that legislation.

"Person" shall mean any natural or legal person.

"Narcotic drugs and psychotropic substances" shall mean the products described as such by the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988 and its annex.

Article 2

1. The customs authorities of the two Parties agree to assist each other as provided in this Convention, with a view to the prevention, investigation and prosecution of violations of their respective customs legislations.

2. The assistance envisaged in the preceding paragraph shall not affect the collection of customs duties, taxes, dues, fines and other sums to be paid to the other Party.

3. At the request of the customs authority of either Party, the customs authority of the other Party shall notify the persons concerned that reside or are established in its territory of any notice, decision, or other text originating in the requesting Party and pertaining to the application of that Party's customs legislation.

4. Assistance provided on the basis of this Convention shall comply with the customs legislation of the requested Party and remain within the jurisdictional limits of the customs authority of that Party.

Article 3

1. The customs authorities of the two Parties shall communicate to each other, spontaneously and without delay, any information they may have regarding:

- (a) Actual or planned irregular operations which are or seem to be of a fraudulent nature according to the provisions of their customs legislation;
- (b) New means or methods of committing fraud;
- (c) Categories of merchandise known to be the object of fraudulent traffic;
- (d) Persons suspected of committing or being capable of committing customs offences;
- (e) Vessels, aircraft or other means of transport suspected of being used to commit customs offences;
- (f) New techniques for combating violations of customs legislation which have proved effective.

2. Upon written request, and as expeditiously as possible, the customs authorities of the two Parties shall communicate any information:

- (a) Obtained from customs documents relating to trade in merchandise between the two States that is or might be the object of traffic considered fraudulent under the customs legislation of the requesting Party, if necessary in the form of duly certified or authenticated copies of the said documents;
- (b) Which may be helpful in detecting violations of the customs legislation of the requesting Party.

The written request should include the following particulars:

- The name of the authority making the request,
- The nature of the ongoing proceeding,
- The object of and reasons for the request,
- The names and addresses (identities in the case of natural persons) of the parties concerned,
- A brief description of the matter and the legal elements involved.

Article 4

At the request of the customs authority of one Party, the customs authority of the other Party shall, in accordance with its administrative practice, maintain special surveillance over:

- (a) The movements, and more particularly the entry into and departure from its territory, of persons that the requesting Party suspects or knows to be habitually involved in activities that violate customs legislation;
- (b) Suspicious movements of merchandise identified by the requesting Party as the object of large-scale traffic being sent to its territory in violation of its customs legislation;
- (c) Places of storage of merchandise which the requesting Party has reason to believe is intended for illegal import into its territory;
- (d) Vehicles, boats, aircraft or other means of transport which the requesting Party has reason to believe may be used to commit violations of customs legislation in its territory.
- (e) Illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances.

Article 5

With a view to facilitating the prosecution of customs offences under the laws of their respective States, each customs authority shall, within its jurisdictional limits and at the request of the other authority, conduct enquiries or investigations, interrogate suspects and hear witnesses. It shall communicate the findings thereof to the requesting authority.

Article 6

1. The customs authorities of the two Parties shall arrange for the agents of their services responsible for the prevention, investigation or prosecution of customs offences to maintain direct contact with a view to exchanging information.
2. A list of agents designated for that purpose shall be provided to the customs authority of the other Party.

Article 7

1. The customs authorities of the two Parties may use as evidence, both in their minutes, reports and testimonies and during proceedings and prosecutions before the courts, information and documents obtained under the conditions provided for by this Convention.
2. The extent of the probative value attributed to such information and documents shall be determined by reference to the domestic laws applied by the requesting Party.

Article 8

1. At the request of the court or authority of one Party before which a customs offence is brought, the customs authority of the other Party may authorize its agents to appear as witnesses or experts before the said court or authority.
2. The request for appearance shall specify the case concerned and the capacity in which the agent will be questioned.
3. The agents shall give evidence, within the limits set by the authority to which they belong, regarding the findings made by them in the exercise of their duties.

Article 9

Each of the Parties shall waive any request for reimbursement by the other Party of costs resulting from the implementation of this Convention, except with regard to expenses incurred under article 8.

Article 10

1. The customs authorities of the two Parties are not required to furnish the assistance provided for in this Convention when such assistance may be prejudicial to the ordre public, public security or other vital interests of their State or would involve the breach of an industrial, commercial or professional secret under their domestic law.
2. If the customs authority of the Party making a request for assistance would be unable to comply with a similar request from the customs authority of the other Party, it shall so indicate when formulating its request. In such case, the requested authority may use full discretion in determining how to execute the request.
3. The grounds for any refusal of assistance shall be provided.

Article 11

1. Information obtained in accordance with this Convention may not be used for purposes other than those envisaged by this Convention unless the customs authority furnishing the information has given its express consent thereto.
2. Information, communications and documents made available to the customs authority of one Party in accordance with this Convention shall enjoy the same confidentiality

protection as that afforded by the domestic laws of the requesting Party to information of domestic origin of the same nature.

Article 12

This Convention shall be applicable to the customs territory of the two Parties as stipulated by their respective laws.

Article 13

1. The procedures for the implementation of this Convention shall be determined jointly by the customs authorities of the two Parties.

2. A joint commission comprising representatives of the customs authorities of the two Parties shall be established to examine issues relating to the implementation of this Convention. The joint commission shall meet as necessary, alternately in the territory of each State.

3. Differences noted within the joint commission and remaining unresolved shall be settled through the diplomatic channel.

Article 14

1. Each of the Parties shall notify the other of the fulfilment of the internal procedures required by its legislation with regard to the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the third month following the date of receipt of the last notification.

2. This Convention is concluded for an indefinite period. Either of the Contracting Parties may terminate it at any time by written notification addressed through the diplomatic channel to the other Party. Termination shall take effect three months after the date of such notification.

Done at Paris on 29 January 1997 in duplicate, in the French and Polish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

YVES GALLAND

For the Government of the Republic of Poland:

WIESLAW KACZMAREK